

Un point saillant de la « nouvelle diplomatie » a été la Conférence internationale pour l'abolition de la guerre, qui s'est tenue à La Haye en mai 1999, sous la direction des organisations de la société civile. Contrairement à la conférence précédente qui, en 1899, avait été dirigée uniquement par les gouvernements, celle-ci réunissait 10 000 délégués des ONG et des gouvernements dans une assemblée libre. L'ordre du jour soulignait les éléments interdépendants de la sécurité humaine et a mené au lancement de la campagne mondiale *Women Building Peace*. En juillet 1999, le plan d'action en 50 points, « L'Agenda de La Haye pour la paix et la justice au XXI^e siècle », a été accepté en tant que document officiel des Nations Unies.

Beijing 1995 - un événement marquant

La Quatrième conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995, a été le plus important rassemblement de femmes de l'histoire, soit 40 000, dont la plupart s'étaient réunies dans le cadre du Forum des ONG sur les femmes, *Look at the World through Women's Eyes*. Les médias ont à peine couvert ces événements non gouvernementaux, se concentrant surtout sur la conférence officielle.

Grâce aux possibilités régionales des Nations Unies, des milliers de femmes des ONG ont contribué à la préparation de la déclaration et du programme d'action de Beijing. La mise en oeuvre à tous les niveaux devait contribuer aux compétences des femmes en matière de consolidation de la paix. L'Unesco l'utilise comme principal outil de référence dans le cadre de son programme « Les femmes et la culture de la paix », et c'est l'outil auquel on a recours pour mesurer la mise en oeuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Les parties intéressées semblent maintenant partager certaines hypothèses fondamentales au sujet de la sécurité mondiale :

- La « dépendance » militaire est préjudiciable à la sécurité.
- Les femmes sont exclues du pouvoir décisionnel.
- Les conférences des Nations Unies ont aidé le mouvement féministe mondial, dont le défi de la sécurité fait partie intégrante.

Cependant, cinq années après Beijing, les ressources allouées à la mise en oeuvre se font rares partout. Un nouveau porte-parole des ONG, la *Canadian Feminist Alliance for International Action* (FAFIA), une coalition de 40 membres dont la VDF fait partie, a publié une critique mordante de l'échec du Canada à concrétiser même une fraction des stratégies pour lesquelles des engagements ont été pris à Beijing. La conclusion était que le Canada n'a pas encouragé l'égalité des femmes et ne prend pas au sérieux les liens qui existent entre les rapports entre les sexes, la pauvreté, la santé et l'environnement, entre la violence et l'inégalité, entre la participation démocratique et le pouvoir décisionnel sain. Seules les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario se sont données la peine de compléter un questionnaire (d'une page) des Nations Unies sur la mise en oeuvre du programme d'action. Par défaut, le gouvernement fédéral a produit les réponses.